

LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. Ian Deans (Hamilton Mountain): Ce que je veux savoir du premier ministre, ce n'est pas ce que la députée de Vancouver-Est a dit ou n'a pas dit . . .

Des voix: Oh, oh!

M. Deans: . . . ce que je veux savoir ce sont les intentions de son gouvernement. Son gouvernement a-t-il l'intention d'augmenter les impôts des Canadiens à revenus moyens, pour accorder un avantage quelconque à d'autres catégories sociales?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, le gouvernement a pour intention d'avoir une gestion correcte et frugale des finances publiques, de manière à mettre plus d'argent entre les mains des moins favorisés. Si le NPD s'y refuse, nous allons le faire nous, au nom du Canadien moyen.

Des voix: Bravo!

* * *

AIR CANADA

LA FERMETURE DU CENTRE DE RÉSERVATIONS DE LA SASKATCHEWAN

M. Don Ravis (Saskatoon-Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Transports et concerne la perte de 43 postes d'Air Canada en Saskatchewan au profit de la ville de Winnipeg, ce qui fait de la Saskatchewan la seule province à l'ouest du Québec à ne pas avoir un centre de réservations d'Air Canada. Le ministre aurait-il l'obligeance d'examiner la suppression de ces emplois du point de vue de la responsabilité sociale et du point de vue de l'équité envers Saskatoon et Regina, et pourrait-il nous dire si cette décision a été politiquement justifiée par le gouvernement précédent?

L'hon. Don Mazankowski (ministre des Transports): Monsieur le Président, cette question me préoccupe évidemment autant que le député. Il est vrai que la société Air Canada va regrouper ses services de réservations en un nouvel immeuble et que cela fera perdre quelque 43 emplois à Saskatoon et à Regina. Toutefois, 21 nouveaux postes seront créés à Winnipeg. On m'informe que la société Air Canada fera tout en son pouvoir pour assurer une transition sans heurt et ordonnée, et que cela ne diminuera en rien le rôle d'Air Canada tant à Saskatoon qu'à Regina. En fait, de nouveaux services y seront offerts et certaines installations aux deux aéroports prendront de l'expansion sous peu.

* * *

[Français]

L'ADMINISTRATION DU GOUVERNEMENT

L'ÉVALUATION DU REVENU—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Don Boudria (Glengarry-Prescott-Russell): Monsieur le Président, ma question s'adresse au très honorable premier

Questions orales

ministre et a trait à ses promesses et aux contradictions de ses ministres.

Hier, un membre important du Cabinet, le leader du gouvernement au Sénat, en réponse à la question suivante: «Est-il encore question d'une évaluation du revenu?» a répondu: «Il en a toujours été question.» Le très honorable premier ministre peut-il nous dire si cette affirmation représente la politique de son gouvernement ou s'il s'agit d'un autre exemple d'un ministre qui vient «d'y mettre le pied dedans» encore une fois?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, les réponses du gouvernement sont celles que j'ai fournies en Chambre.

[Traduction]

LES PROMESSES FAITES AU COURS DE LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

M. Don Boudria (Glengarry-Prescott-Russell): Monsieur le Président, j'ai une question supplémentaire à poser. Le premier ministre pourrait-il nous dire combien des 338 promesses qui nous ont été faites sont fausses? Cent? Deux cent? Trois cent? Pourrait-il dire une fois pour toutes la vérité à la Chambre? Pourquoi n'aurions-nous pas un débat afin de savoir combien de ces promesses sont sincères?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, nous faisons évaluer les promesses par les 600,000 fonctionnaires reconnus par le chef du parti libéral.

* * *

LA SÉCURITÉ SOCIALE

LES PROPOS ATTRIBUÉS AU MINISTRE

Mme Margaret Mitchell (Vancouver-Est): Monsieur le Président, étant donné que le premier ministre se croit manifestement au Gong Show, je vais poser ma question au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.

Des voix: Oh, oh!

Mme Mitchell: D'après le numéro d'aujourd'hui du *Globe and Mail*, le ministre aurait:

. . . déclaré aux journalistes que le gouvernement a déjà décidé d'imposer sélectivement les allocations universelles, mais qu'il n'avait pas encore décidé quels Canadiens seraient pénalisés.

Plus tard, il a soutenu qu'il préférerait un impôt général.

Le ministre peut-il penser aux personnes âgées, aux familles et aux personnes sur le point de prendre leur retraite, et il doit sûrement y penser, à tous ces gens qui sont touchés par ses contradictions et celles des trois ministres qui se sont prononcés sur la question? Que doivent éprouver ces gens, à son avis?

L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, tout d'abord, la députée ne devrait pas oublier le débat qui se poursuit à la Chambre et celui auquel elle a participé au comité et ailleurs. La députée a fait une proposition. Étant donné que les programmes sociaux actuels que nous souhaitons maintenir se situent à un niveau supérieur, serait-il possible de redistribuer certaines de ces ressources sociales aux démunis?